Cahier de doléances du Tiers État de la Chapelle Saint Rémy (Sarthe)

Cahier des doléances, plaintes et remontrances des habitants de la paroisse de la Chapelle Saint Rémy, qui sera porté par leurs députés à l'Assemblée particulière du tiers état, qui doit se tenir au Mans, le 9 mars prochain 1789.

Article 1^{er}.

Pénétré de la plus vive reconnaissance des marques de la bonté paternelle que le monarque vient de donner à son peuple, en faisant la convocation des États généraux du royaume, désirés depuis longtemps, dont doit naître le bonheur de la nation, la resformation des finances et la réforme des abus dans toutes les parties de l'administration, nous chargeons nos députés de ce joindre aux membres de l'Assemblée, afin que nous portions au pied du throne nos très humbles remerciement noua croirions manquer à ce que nous devons à notre conscience, à l'invitation et à la confiance de Sa Majesté.

Article 2^e.

Nous croyons qu'il est intéressant pour la nation et le soutien de la monarchie que le retour périodique de l'Assemblée des États généraux soit accordé au temps fixé.

Article 3^e.

Nous désirons que les impôts qu'il plaira à Sa Majesté nous imposer, qu'ils soient tels et ainsi que les autres provinces, et pour cet effet Messieurs tenants les États généraux les imposent après mûre délibération, suivant la situation des fonds.

Article 4^e.

Nous désirons que les impôts soient répartis avec égalité, sur tous les fonds du royaume possédés par le clergé, gens de main-morte et nobles, sans aucune distinction avec les autres biens.

Article 5^e.

Dans la première assemblée des notables le Roy a anéanti la gabelle. La bonté de son cœur a gémy sur les maux qu'entraîne cet impost désastreux et a désiré qu'on s'occupe des moyens de substituer à cette calamité une subvention moins onéreuse. Nous croyons répondre aux vues bienfaisantes de Sa Majesté, en disant qu'il est absolument nécessaire au soulagement du peuple, au soutien de l'agriculture, à la nourriture des hommes et des bestiaux, que les États généraux s'occupent essentiellement de cet objet. Il a été observé avec raison dans l'assemblée des notables que la gabelle ajoute aux autres fléaux, dont elle est l'origine, une guerre intestine dans l'État, la perte d'un grand nombre de citoyens, la ruisne de beaucoup d'autres et que sa perception employé beaucoup d'hommes qui pourroient estre occupés utilement pour le bien de l'État.

Article 6^e.

Nous croyons qu'il est très-avantageux pour la province du Maine qu'il luy soit accordé des états provinciaux dans lesquels on travaillera à une répartition égale des impôts ; ou dans les maisons de villes les plus prochaines, dans lesquelles seroient nommés une quantité suffisante d'officiers, jusqu'à ce qu'il plaise à Sa Majesté de nommer des officiers en titre d'office, lesquels seroient autorisés à asseoir la répartition des impôts avec les députés des paroisses nommés à cet effet. Nous croyons en oultre qu'il seroit très utile de faire la perception des impôts à moindre frais possibles et à faire verser les fonds directement dans le trésor royal. Que les États de la province soyent chargés de l'entretien des grands chemins, et qu'il soit fait des chemins de bourg à ville, de largeur suffisante pour faciliter l'exportation des marchandises qui se

vendent dans les marchés. Que les dits états de la province soyent chargés des autres affaires publiques ainsy qu'il se pratique dans les pays où il y a des états établis

Article 7^e.

Nous sommes convaincu qu'il faut, pour le bien de la religion, conserver l'état ecclésiastique et que les bénéfiques fussent d'égale proportion, le rang et les honneurs dus aux ministres des autels et nous pensons que pour prévenir des discussions presque continuelles entre la plupart des curés de campagne et leurs paroissiens, et osier les causes de jalousie et peut être de mépris que la différence de revenu occasionne entre les curés, il seroit nécessaire de pourvoir à la subsistance légitime des dits ecclésiastiques qui desservent les paroisses par une pension convenante qui pourroit estre prise sur les dîmes. Il seroit nécessaire que tous les vicaires et tous les prestres attachés aux paroisses eussent une pension raisonnable prise sur les mesmes dixmes.

Cette subsistance assurée les mettroit en état de ne plus aller à la quête qui est une surcharge d'impost et de n'avoir plus besoin de rétribution pour les jonctions d'un ministère qui serait aussi gratuit que pur et sacré. Le surplus du revenu des dimes seroit pour le profit de Sa Majesté.

Article 8^e.

Nous pensons qu'il est nécessaire de s'occuper de l'éducation de la jeunesse et que, pour en procurer les moyens, les collèges soyent multipliés et établis dans les principales villes de province et pourvus de bons professeurs, et qu'il soit placé dans les paroisses des maîtres et maîtresses d'écoles capables d'instruire. L'ignorance, dans laquelle est plongée une grande partie du peuple, ne peut qu'engendrer la superstition dans la religion. des mauvaises pratiques dans l'agriculture, la décadence des arts. Nous croyons que les fonds nécessaires pourroient estre pris sur plusieurs maisons religieuses abandonnées faute de sujets, tels que sur les fonds du prieuré de notre paroisse et de celui de la paroisse de Tuffé et sur le superflus des autres.

Article 9^e.

Nous pensons qu'il est nécessaire de s'occuper d'une reformation dans la jurisprudence qui, en abrégeant les procédures, rendra ta décision du procez plus prompte et en diminue les frais. Il seroit nécessaire de supprimer toutes les juridictions seigneuriales et de créer des justices royales dans les endroits où il y a foires et marchés. La justice s'y rendroit plus promptement et par ce moyen l'abus des appels multipliés cesseroit. Il seroit encore nécessaire de faire une refformation sur le droit du controle et sa perception qui étant très compliquée occasionne beaucoup de procez entre les régisseurs et les parties et gesne la rédaction des volontés des citoyens dans celles de leurs affaires sujettes à ce droit.

Article 10^e.

Il seroit de nécessité que les droits de controle et la perception dyceux fût modérée à beaucoup près, et que les droits fussent connue clairement au public sela donnerait une tranquillité entre les régisseurs et les parties.

Article 11^e.

L'on demanderoit la suppression des havages dans les foires et marchés, ce qui porte trouble et préjudice au commerce, et que la liberté de faire moudre son blé fût accordé.

Article 12^e.

Nous croyons que les lots et vantes auxquelles les vantes d'immeubles sont sujettes, devroient satisfaire l'intérêt des seigneurs il seroit un grand avantage qu'on les privast du retrait féodal. Cette liberté de retenir aux acquéreurs un héritage qui leur convient, gesne le commerce de biens, les déprécie même aux moins d'un tiers dans les mouvances de certains seigneurs.

Article 13^e.

Nous désirons ardemment que les officiers de juré-priseurs, vendeurs de meubles, soient entièrement supprimés, comme ꝑcanant absolument la liberté des citoyens et du public, et occasionne la ruine presque entière des familles et surtout des mineurs, et qui, par se moyen, deviennent les fléaux de la nation.

Article 14^e.

Il seroit à désirer que les fiefs possédés par les seigneurs de main morte retournassent au domaine de Sa Majesté, pour être vendu à son profit.

Article 15^e.

L'on désireroit qu'il fust deffandu aux religieux et religieuses de donner leurs biens à des fermiers généraux, veu que ceux-cy en retire de gros podevins qui ne paroissent en aucune manière pour les deniers royaux, et qui empêche que l'on ait connoissance de leurs revenus, et qui fait une perte aux contribuables dans les paroisses où se rencontre leurs biens.

Article 16^e.

L'on désire que le privilege des maîtres de poste soient supprimé, faisant valoir une grande étendue de terre sans en payer de taille ny autres impositions, ce qui tombe à la charge des contribuables.

Article 17^e.

Il y a dans la paroisse environ trois cent arpent de bois taillis et sapin, fait valloir par le clergé et la noblesse.

Article 18^e.

Il y a en cette paroisse quatre-vingt journaux de terre, et soixante huit hommées ou environ de pré que paturail, fait valloir par les privilegiers, qui ne payent point de taille ny aucune impositions accessoires.

Article 19^e.

Il y a en cette paroisse la sixième partie, appartenant aux bénéficiers qui ne payent point de vingtièmes dans la paroisse.

Article 20^e.

La paroisse a été de tout temps chargés de contribution des ponds et chaussées, refections et entretien des grandes routes.

Fait et arrêté au lieu ordinaire où se tiennent les dites assemblées, le dimanche huit mars mil sept cent quatre vingt-neuf, à issus de grande messe.